

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TMB/6**

7 décembre 1995

(95-3989)

---

## Organe de supervision des textiles

### HUITIEME REUNION DE L'OSpT

#### Note du Président

1. L'Organe de supervision des textiles s'est réuni les 4 et 5 décembre 1995.
2. L'OSpT a autorisé son Président à communiquer aux Membres de l'OMC les informations ci-après.
3. Conformément au paragraphe 9 de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'OSpT a examiné une notification présentée par les Etats-Unis relative à la conclusion d'un accord bilatéral concernant des importations de produits de la catégorie 352/652 (vêtements de dessous, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles) en provenance de la République dominicaine. Selon la notification, un plafond transitoire de 18 millions de douzaines a été convenu pour la période du 27 mars au 31 décembre 1995 et un plafond spécifique de 9 millions de douzaines ainsi qu'un niveau d'accès garanti<sup>1</sup> de 30 millions de douzaines pour 1996. Les niveaux indiqués au paragraphe 8 de l'article 6 (niveau de référence) étaient de 16 442 148 douzaines. La mesure a été convenue pour une période de trois ans. Un coefficient de croissance annuel de 6 pour cent a été fixé pour le plafond spécifique.
4. L'OSpT a fait observer qu'il n'était pas prévu de coefficient de croissance pour le niveau d'accès garanti. Toutefois, d'après les indications données par le gouvernement des Etats-Unis, ce niveau peut être relevé sur demande. Par conséquent, l'OSpT croit comprendre que, à la demande de la République dominicaine, le niveau d'accès garanti serait relevé d'au moins 6 pour cent par an.
5. L'OSpT a rappelé qu'à sa deuxième réunion, lorsqu'il a examiné au titre des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 la mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis à l'égard des importations de produits de la catégorie 352/652 en provenance du Costa Rica et du Honduras, mesure prise en même temps que celle qui frappait les importations du même produit en provenance de la République dominicaine, il avait constaté que l'existence d'un préjudice grave, au sens des dispositions des paragraphes susmentionnés, n'avait pas été démontrée. Cependant, les membres de l'OSpT n'avaient pas pu parvenir à un consensus sur l'existence d'une menace réelle de préjudice grave (G/TMB/R/2, paragraphe 16).

---

<sup>1</sup>Les niveaux d'accès garantis sont les quantités de produits d'une catégorie qu'un pays peut exporter vers les Etats-Unis à condition que le produit effectivement expédié soit admis à bénéficier de ce traitement, notamment en étant fabriqué à partir de "composants des Etats-Unis".

6. L'OSpT a également noté que, même si le niveau total de la limitation convenue était considérablement plus élevé que le niveau de référence, la part de la limitation que la République dominicaine pouvait obtenir sans condition (c'est-à-dire le plafond spécifique) était plus faible que le niveau de référence.
7. La neuvième réunion de l'OSpT est prévue pour les 18, 19 et 20 décembre 1995.
8. Le rapport complet de cette réunion sera distribué ultérieurement.